# Art. 7 Zone de circulation et de stationnement

Les zones de circulation et de stationnement englobent certains des fonds faisant partie du domaine public et destinés aux différentes formes de circulation ainsi qu'au stationnement de véhicules.

# Art. 8 Emplacements de stationnement

Pour les constructions nouvelles, reconstructions, changements d'affectations le nombre minimal d'emplacements de stationnement est défini comme suit:

1. Sont à considérer comme suffisants:

* deux emplacements par **logement**;
* un emplacement supplémentaire par **logement intégré**;
* un emplacement par tranche de 45 m2 de surface d'étage pour les administrations, services, commerces, cafés et restaurants, avec un minimum de deux emplacements;
* un emplacement par tranche de 45 m2 de surface pour les **établissements artisanaux**;
* un emplacement par tranche de 15 sièges pour les **salles de réunions**;
* un emplacement par tranche de 75 m2 de surface d'étage pour les **stations d'essence et les garages de réparation** avec un minimum de 3 places;
* un emplacement par tranche de 3 lits pour les **constructions hôtelières**;
* un emplacement par tranche de 10 enfants pour les **crèches**, avec un minimum de cinq emplacements.

1. Les établissements commerciaux et artisanaux doivent en outre prévoir sur leur terrain un nombre suffisant d'emplacements de stationnement pour leurs véhicules utilitaires avec un minimum de deux emplacements réservés à ces fins.
2. Les emplacements de stationnement doivent avoir un accès facile et permanent sur la voie publique tenant compte des impératifs de la sécurité de la circulation. Sauf exception autorisée par le Bourgmestre, notamment pour des parkings et garages collectifs, les places de stationnement sont aménagées sur le même bien-fonds que la construction à laquelle elles se rapportent. Pour des raisons urbanistiques, de mobilité ou de sécurité, le Bourgmestre pourra demander des emplacements supplémentaires ou réduire les emplacements sur le même bien-fonds que la construction à laquelle elles se rapportent.
3. S'il s'avère impossible d'implanter ces emplacements de stationnement sur la parcelle à construire, ils peuvent être aménagés sur des terrains situés dans un rayon de 300 mètres, appartenant au même propriétaire. Ces terrains perdent dès lors leur constructibilité dans la mesure où ils sont affectés à de pareils emplacements de stationnement qui ne peuvent pas être aliénés à leur destination ni à leur affectation. Les mêmes emplacements ne peuvent être mis en compte que pour un seul immeuble.
4. Des dérogations aux dispositions du présent article peuvent être accordées pour:

* des transformations et changements d'affectations d'**immeubles et objets classés monuments nationaux ou inscrits à l’inventaire supplémentaire** (*loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux*),
* des transformations et changements d'affectations de bâtiments indiqués en tant que **« bâtiment protégé » ou « gabarit protégé »** en vertu de l'article 18 du présent règlement,
* des nouvelles construction et/ou transformations de bâtiments existants à l’intérieur de la zone de bâtiments et d’équipements publics en vertu de l’Art. 4 du présent règlement,
* des logements réalisés par un promoteur public dans le sens de l’article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l’aide au logement.

1. Le dossier de demande d’autorisation de bâtir indiquera clairement le calcul du nombre de voitures et leur emplacement exact.